

DÉPARTEMENT
<b>CORREZE</b> CANTON
<b>TULLE</b> COMMUNE
<b>TULLE</b>

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT DES VEHICULES  
SUR LA PLACE MASCHAT  
ET SUR L'AVENUE RAYMOND POINCARE  
DU LUNDI 7 AOÛT 2023 AU VENDREDI 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2023  
EN RAISON DE TRAVAUX**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,
- Vu le Code de la route notamment ses articles R 411-2, R 411-3, R 411-4, R 411-5, R 411-7, R 411-8,
- Vu la demande présentée par la SARL LARRIBE et CHEVALIER, située Chemin de Dominique - ZI Tour de Loyre 19360 MALEMORT, pour le compte de GRDF, afin de lui permettre d'effectuer des travaux de reprise de branchement gaz sur la place Maschat et sur l'avenue Raymond Poincaré ;
- Vu la permission de voirie n°2023-138-T (Tulle agglo) ;
- Considérant qu'il convient, par mesure de sécurité de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement de tous véhicules sur les zones précitées.

**ARRÊTE**

**ARTICLE-1 : Du lundi 7 août 2023 au vendredi 1<sup>er</sup> septembre 2023, le demandeur sera autorisé à effectuer des travaux de reprise de branchement gaz sur la place Maschat et sur l'avenue Raymond Poincaré.**

Des panneaux AK5 devront être mis en place afin de prévenir les usagers.

Le demandeur sera autorisé à stationner les véhicules nécessaires au bon déroulement des travaux, sur les zones du chantier.

**De ce fait, la circulation de tous véhicules s'effectuera :**

- en alternat régulé par des feux tricolores sur l'avenue Raymond Poincaré, matérialisée au moyen de panneaux AK17 et KR11,
- sur chaussée rétrécie, sur la place Maschat, matérialisée au moyen de panneaux AK3.

Le demandeur devra également mettre en place un balisage adéquat en conformité avec la réglementation édictée dans le manuel « chef de chantier ».

**Accès libre aux véhicules de secours et d'urgence.**

**ARTICLE-2 : La signalisation réglementaire appropriée matérialisant la prescription énoncée ci avant sera mise en place par le demandeur sous contrôle du service Sécurité - Domaine Public de la ville de TULLE.**

**ARTICLE-3** : Ces dispositions seront applicables dès la signature du présent arrêté et la mise en place de la signalisation routière.

**ARTICLE-4** : Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

**ARTICLE-5** : Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

**ARTICLE-6** : Copie du présent arrêté est adressé à : Demandeur - Services Techniques - Hôtel de police - Presse - Smur - Samu - Centre de Secours - Tulle agglo Service Transport

**ARTICLE-7** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE-8** : Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

**ARTICLE-9** : Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE-10** : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr> . Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

TULLE, le vendredi 28 juillet 2023

Le Maire-adjoint,

Michel BOUYOU

